

Référendum d'annexion et mobilisation partielle : *une nouvelle gradation dans le fait accompli et la Heavy Metal Diplomacy ?*

Christine DUGOIN-CLÉMENT

Chercheuse chaire « risques » IAE (Institut d'administration des entreprises) de Paris et *think tank* Capeurope.

Mardi 20 septembre, le Sommet de l'ONU s'est tenu alors que les revers infligés par l'armée ukrainienne aux forces russes mettent manifestement en évidence l'échec de « l'opération spéciale » du Kremlin et que les médias officiels montrent quelques hésitations dans la construction de leur rhétorique ⁽¹⁾. Au même moment, le Kremlin a annoncé une intervention télévisée du président Poutine. Cette dernière a été repoussée à deux reprises laissant le temps aux premiers discours, notamment à celui du président français Emmanuel Macron, d'être prononcés à l'ONU ⁽²⁾. Outre les raisons et capitalisations médiatiques que cette intervention a pu susciter, le discours de Vladimir Poutine a annoncé la tenue de référendum dans certains des territoires occupés par la Russie et une mobilisation partielle.

L'annonce de référendum d'annexion

Évoqués depuis plusieurs mois ⁽³⁾, des référendums devraient se tenir dans plusieurs oblasts occupés par les forces russes à partir du vendredi 23 septembre ⁽⁴⁾. Si l'annonce présidentielle est lourde de sens, elle ne constitue pourtant pas une surprise.

Par ailleurs, la région de Zaporija avait déjà délivré le statut de « réfugiés fuyant les violences de Kyiv » aux Ukrainiens entrant ou présents sur son territoire. Or, seul un État différent du pays d'origine des réfugiés étant en mesure d'accorder

⁽¹⁾ DUGOIN-CLÉMENT Christine, « Face à la contre-offensive ukrainienne, la Russie hésite sur la communication à adopter », *The Conversation*, 18 septembre 2022 (<https://theconversation.com/>).

⁽²⁾ « Le discours complet d'Emmanuel Macron à l'Assemblée générale de l'ONU », *TF1 Info*, 21 septembre 2022 (<https://www.tf1info.fr/>).

⁽³⁾ *Reuters*, « Ukraine: Russian referendum in occupied territory would have no legal basis », 27 mars 2022 (<https://www.reuters.com/>).

⁽⁴⁾ *AFP*, « Ukraine : les prorusses annoncent des référendums d'annexion par Moscou dans 4 régions, du 23 au 27 septembre », *Le Parisien*, 20 septembre 2022 (<https://www.leparisien.fr/>).



ce statut, cette démarche exprimait déjà la volonté d'annexion que concrétise le référendum prévu ce week-end.

Si, avant la contre-attaque ukrainienne, il avait été considéré que le calendrier était peu propice à la tenue de ces référendums, notamment à cause de la recrudescence des violences, le récent recul des forces russes semble avoir précipité ce mouvement. De fait, la Fédération de Russie va chercher à capitaliser sur ces référendums, du point de vue cinétique comme sous l'angle de la politique intérieure et étrangère.

D'un point de vue militaire, alors que le chantage énergétique et les pressions sur la centrale nucléaire de Zaporija n'ont pas permis de freiner le rythme des avancées de Kyiv et de briser son élan, la Russie doit absolument contenir les percées ukrainiennes qui provoquent la débâcle de son armée. Cet objectif est désormais primordial : Moscou a besoin de temps pour revoir sa stratégie et comptabiliser, sinon redéployer ou renforcer, les troupes engagées sur place.

En outre, la Russie doit rapidement faire des choix stratégiques à l'égard des zones qu'elle souhaite prioritairement conserver et se repositionner en conséquence, potentiellement en exploitant les avantages offerts par les protections naturelles pour en tirer parti, par exemple en utilisant les fleuves.

Justifier la mobilisation partielle et asseoir un discours en interne

Dans son intervention, le Président russe a également annoncé la mobilisation partielle ⁽⁵⁾ qui devrait concerner les réservistes jusqu'à atteindre une cible fixée à environ 300 000 hommes ⁽⁶⁾. Il reste que ces hommes devront suivre une formation, serait-elle minimum, avant d'être déployés en Ukraine. Faisant directement écho au discours prononcé par le Président russe le 22 septembre ainsi qu'à la petite musique bien connue depuis 2014 et le début de la guerre dans le Donbass, Moscou pourra alors justifier cette mobilisation, certes partielle, par la défense du « peuple russe ». Enfin, vis-à-vis de son opinion publique, l'annonce de référendums qui exprimeront « la volonté » des électeurs de rejoindre la Russie permettra de limiter le sentiment d'une débâcle, alors même que ces résultats découleront de scrutins dont la transparence sera aussi discutable que l'issue en est prévisible. En effet, il sera ainsi plus facile de construire un discours fondé sur un prétendu succès ou une moindre défaite de l'armée russe. Au-delà, le Kremlin pourra capitaliser sur cette « expression du peuple » pour « prouver » l'attractivité du modèle russe à l'égard des populations de Kherson et Zaporijia, censées avoir voté pour

⁽⁵⁾ GOTEV Georgi (traduit par Arthur Riffaud), « Vladimir Poutine annonce une mobilisation partielle des citoyens russes, met en garde l'Occident contre le "chantage nucléaire" », *Euractiv*, 21 septembre 2022 (<https://www.euractiv.fr/>).

⁽⁶⁾ *Douma* d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, « Le chef de l'État a signé le décret "Sur l'annonce de la mobilisation partielle en Fédération de Russie" » [en russe], 21 septembre 2022 (<http://kremlin.ru/>).

leur rattachement à Moscou et, symétriquement, « démontrer » le rejet du modèle sociétal ukrainien et, au-delà, de celui de l'Occident.

Le fait accompli à la lumière de la « *Heavy Metal Diplomacy* »

En parlant de « *Heavy Metal Diplomacy* » ⁽⁷⁾, concernant la Russie le chercheur Mark Galeotti fait référence à l'utilisation par la Russie de sa force militaire, y compris nucléaire. Plus précisément, la *Heavy Metal Diplomacy* renvoie aux démonstrations déclaratives et militaires auxquelles recourt le Kremlin, notamment pour mettre en avant son statut de puissance conventionnelle et nucléaire. À cet égard, par ses déclarations sur les annexions imminentes et la mobilisation partielle, Vladimir Poutine monte d'un cran.

En outre, en rattachant ces territoires à la Russie, Moscou envoie aux Occidentaux un message sur l'éventuel réexamen de leur statut de cobelligérants. Corrélativement, elle laisse entendre que toute attaque sur les zones annexées pourra être considérée comme une attaque directe de la Fédération de Russie qui, mettant en péril la sécurité de la nation, pourrait justifier la mobilisation générale et l'utilisation éventuelle de frappes nucléaires tactiques, conformément à la doctrine militaire russe. Si, à ce stade, il n'est pas avéré que Moscou envisage de recourir rapidement à ce type d'armes, le pouvoir en n'en excluant pas la possibilité, joue sur la crainte des Occidentaux pour affaiblir leur soutien à l'Ukraine.

Se ménager une possibilité de sauver la face

Le Président russe doit aussi tenir compte des composantes du « pivot asiatique russe » ⁽⁸⁾ qui, engagé par Moscou en 2012, peine à se concrétiser. Si Beijing apporte un soutien déclaratoire à la Russie, la Chine se garde jusqu'alors d'apporter un soutien tangible à Moscou dans un conflit qui, préjudiciable aux échanges commerciaux, commence à embarrasser un certain nombre d'acteurs. Or, l'invasion de l'Ukraine ayant, *de facto*, accru la dépendance de la Russie vis-à-vis de la Chine, jouer sur l'annexion prochaine des territoires occupés pourrait, paradoxalement, lui offrir une porte de sortie et un moyen de sauver la face. En effet, les résultats des référendums à venir corrélés au processus de dissuasion dans lequel il s'engage pourraient permettre au Kremlin de tenter de négocier un cessez-le-feu ou un désengagement relatif sous couvert d'avoir atteint des objectifs de protection du peuple russe, *a minima* dans les républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk.

⁽⁷⁾ GALEOTTI Mark, *Heavy Metal Diplomacy Russias Political use of its military in Europe since 2014*, European Council on Foreign Relations, 2016, 11 pages (<https://ecfr.eu/>).

⁽⁸⁾ FACON Isabelle, « Moscou/Pékin : un "pivot" russe vers l'Est ? Sortir de l'isolement et redessiner le monde », *Ramses* 2018, 2017, p. 122-125 (<https://www.cairn.info/>).



Prenant appui sur cette victoire annoncée, le pouvoir russe pourrait alors tenter, inversant les rôles, de se présenter comme LE pouvoir raisonnable en quête d'un accord de paix pour protéger les populations, à l'opposé de l'Ukraine et de ses soutiens occidentaux qui, s'ils écartent cette option, seraient alors présentés comme bellicistes, va-t'en guerre et oublieux de la sécurité du peuple, sachant que Kyiv a déjà déclaré que ces référendums détruisaient toute possibilité de pourparlers ⁽⁹⁾.

La crédibilité de cette approche à l'égard de la communauté internationale, particulièrement occidentale, n'est pas l'objectif majeur de cette manœuvre.

Mobilisation partielle, un renversement des forces en présence ?

Il n'est pas avéré que renforts obtenus grâce à la mobilisation partielle constituent un « *game changer* » dans le conflit. Il pourrait davantage s'agir d'une *matriochka*, à savoir d'une question en incluant beaucoup d'autres. En effet, un premier point tient à la capacité du pouvoir russe de lever les 300 000 hommes annoncés. Dans cette hypothèse, les compétences étant aussi importantes que le nombre, ces soldats devront encore être formés, ne serait-ce qu'*a minima*, avant de rejoindre en Ukraine. Par ailleurs, l'envoi de tels renforts suppose une logistique suffisante pour les approvisionner, alors que cette dernière reste un point faible de l'armée russe, qui aurait poussé le président Poutine à ordonner au complexe militaro-industriel russe de fournir immédiatement des munitions pour ces futures troupes et d'analyser les armes occidentales ⁽¹⁰⁾. Enfin, cette décision a un impact social significatif. Le texte qui définit le public cible de la mobilisation est aussi vaste que flou, qu'il s'agisse des compétences recherchées ou de l'âge des hommes mobilisables. Si l'arrivée de ces forces sur le terrain permettrait de mettre en place des rotations et probablement de moyenner le mauvais moral des militaires déployés; et pour beaucoup provenant de conscriptions réalisées dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et Louhansk afin de reconstituer les pertes subies.

En tout état de cause, des populations jusqu'alors épargnées par « l'opération spéciale », notamment celles des grandes villes comme Moscou et Saint-Petersbourg, risquent de partir sur le front au péril de leur vie ⁽¹¹⁾, cela d'autant plus que si les territoires ukrainiens deviennent russes par voie de référendum, ils peuvent faire l'objet de déploiement de conscrits ⁽¹²⁾ – ce qui avait été exclu concernant « l'opération spéciale » par le Président russe en mai dernier. En accentuant des

⁽⁹⁾ REUTERS, « Ukraine says Russian referendums will destroy possibility of talks », 20 septembre 2022 (<https://www.reuters.com/world/europe/ukraine-says-russian-referendums-will-destroy-possibility-talks-2022-09-20/>).

⁽¹⁰⁾ POHOILOV Stanislav, « Putin orders Russian military industrial complex to immediately supply troops with munitions and analyse Western weapons », *Ukrainska Pravda*, 20 septembre 2022 (<https://www.pravda.com.ua/>).

⁽¹¹⁾ DUGOIN-CLÉMENT Christine, « “Pour les conscrits russes, refuser de signer un contrat d'engagement dans l'armée, c'est passer pour un lâche” », *Le Monde*, 25 avril 2022.

⁽¹²⁾ FEDIUNIN Jules Sergueï, « Qui sont les soldats russes qui combattent en Ukraine ? », *The Conversation*, 21 avril 2022 (<https://theconversation.com/qui-sont-les-soldats-russes-qui-combattent-en-ukraine-181032>).

mouvements de protestations jusqu'alors limités, ce nouveau contexte ajoute une complexité supplémentaire à l'équation qui se pose au pouvoir russe. L'éventualité consistant à positionner ces hommes comme forces d'occupation des territoires occupés, ne garantirait en rien leur intégrité physique eu égard à la dynamique de l'armée ukrainienne. Symétriquement, annoncer une mobilisation partielle permet aussi de lancer un ballon-sonde et de tester la réaction de la population russe si une mobilisation générale devait être imaginée. Cette hypothèse de collecte d'information fraîche quant à la position de la population russe ne doit pas être totalement exclue, spécifiquement alors que la Douma a introduit les concepts de mobilisation et le temps de guerre dans le Code criminel. L'instance a également approuvé des amendements portant sur la désertion pendant la mobilisation ou en temps de guerre, texte adopté en première lecture en juillet ⁽¹³⁾.

La problématique à laquelle fait face le pouvoir russe, qui découle directement de sa volonté d'engager en février dernier une opération maximaliste d'invasion de l'Ukraine, se complexifie rapidement. Ce rétrécissement des marges de manœuvre du Kremlin explique l'accentuation de l'*Heavy Metal Diplomacy* où la menace d'une frappe nucléaire, agitée comme un « *Highway to Hell* », laissant penser que nous sommes face à un pouvoir « jouant avec une folie » répondant à l'approche « *paranoïd* » d'un Président russe qui joue sa crédibilité et sa survie politique sur le terrain ukrainien. Si Vladimir Poutine dispose encore de plusieurs options, il n'en reste pas moins qu'elles peuvent le conduire à des prises de décisions extrêmes qui entraîneraient la Russie dans une voie dont elle ne pourrait pas assumer les conséquences d'autant que les derniers jours démontrent un choix d'intensifier une confrontation plus large avec l'Occident dans le but d'obliger les États-Unis (qui auront les élections de mi-mandat le 8 novembre 2022 concernant la totalité de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat) et les États-membres de l'Otan à faire un nouveau pas en arrière. ♦

⁽¹³⁾ Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, « Responsabilité accrue pour les crimes contre le service militaire » [en russe], 20 septembre 2022 (<http://duma.gov.ru/news/55277/>).